

BLOG POST

DÉRÈGLEMENT DÉMOCRATIQUE

Sébastien Maillard, notre directeur, donne quelques pistes de réflexion à la lecture de l'ouvrage de Laurent Cohen-Tanugi, "Résistances, la démocratie à l'épreuve", paru en janvier 2018 aux éditions de l'Observatoire.

| 28/02/2018

| SÉBASTIEN MAILLARD

| DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

Il n'y a pas que le climat qui se dérègle, la démocratie aussi. L'air nauséabond soufflant en Italie avant les élections du 4 mars prochain en est la plus récente illustration. L'érosion de la culture du compromis outre-Rhin, que trahissent les longues tergiversations à former une nouvelle grande coalition, et la montée du parti xénophobe AfD, aussi. Tout comme l'entrée de l'extrême-droite autrichienne au gouvernement, quasi passée sous silence. Ces développements sont trop récents pour nourrir **le dernier essai* de Laurent Cohen-Tanugi** (vice-président de notre Institut), construit à partir de trois cas plus spectaculaires, toujours à méditer : **le Brexit, la victoire de Donald Trump et la renversante élection présidentielle française.**

Tout en distinguant d'un chapitre à l'autre chacun de ces saisissants scrutins à suspense, à l'issue heureuse dans le cas français, l'avocat international y voit partout l'impératif de « **réconcilier sentiment populaire et idéal démocratique** ». Les deux ne parviennent plus à faire bon ménage politique dans ces trois pays aux rouages démocratiques pourtant solidement ancrés. Les États-Unis et le Royaume-Uni – et dans une moindre mesure la France – incarnaient au contraire jusqu'à présent les « démocraties libérales », dont l'auteur rappelle les deux piliers indissociables : la loi de la majorité, parlementaire ou parfois référendaire, alliée au respect de l'État de droit. Autrement dit, attelée à un « libéralisme constitutionnel », qui se veut garant des libertés publiques, du pluralisme, de l'indépendance de la presse comme de la justice. **La crise actuelle de nos démocraties résulte de la tension entre ces deux piliers, où le premier est tenté d'écraser le second.** « La volonté populaire ne saurait être démocratique si elle foule aux pieds l'État de droit », résume-t-il.

Pour s'en prémunir, l'essai de Laurent Cohen-Tanugi est **un plaidoyer pour la démocratie représentative**, que la vitalité des initiatives, mouvements et autres formes de participation citoyenne ne doit pas étouffer « au nom d'une vision romantique et radicale de l'idéal démocratique et de l'intelligence citoyenne ». Sachant, en citant Rousseau, que « la volonté générale peut errer »,

l'auteur réhabilite aussi **la nécessité de l'activité parlementaire, du dialogue social, de la jurisprudence et de l'expertise indépendante** – ce que l'Institut Jacques Delors ne peut qu'aussi souligner ! -, ainsi que de la rationalité et de l'argumentation étayée par l'autorité des faits.

Des rappels bienvenus à l'heure des *fake news* et autres tentatives d'instrumentalisations idéologiques ou de déstabilisations des scrutins électoraux. Afin de « maîtriser la menace numérique », l'avocat plaide sans ambages pour **le retour au vote papier**, là où son remplacement fragilise la fiabilité du suffrage, pour **la régulation de la publicité politique sur Internet en période électorale** et pour **la multiplication du *fact-checking***.

Plus largement, en intitulant son livre « Résistances », l'avocat invite à **entreprendre des actions qui redonnent à une « démocratie avariée » le goût du débat argumenté, la confiance dans la médiation et les corps intermédiaires**, le sens des « devoirs collectifs » à équilibrer avec les droits individuels et le souci du bien commun. Sans oublier un rappel des règles élémentaires des bonnes manières en démocratie : « civilité et modération dans le discours et le débat (...) probité, clarté et pédagogie à l'égard de l'électorat ». Plus profondément, Laurent Cohen-Tanugi appelle à « **un réinvestissement de la fonction politique par une nouvelle génération de citoyens** ».

Dans ce contexte, l'auteur presse l'Europe à « offrir un modèle alternatif, multilatéraliste et coopératif, de développement démocratique au reste du monde ». On regrettera toutefois que cette noble mission se borne à cette seule mention conclusive et que **le rôle de l'Union européenne, comme garde-fou des empiètements sur l'État de droit**, ne soit pas davantage développé à l'heure où les institutions européennes y sont actuellement confrontées, comme en Pologne.

Sébastien Maillard

« Résistances, la démocratie à l'épreuve » de Laurent Cohen-Tanugi, éd. de L'Observatoire, 117 p., 15€